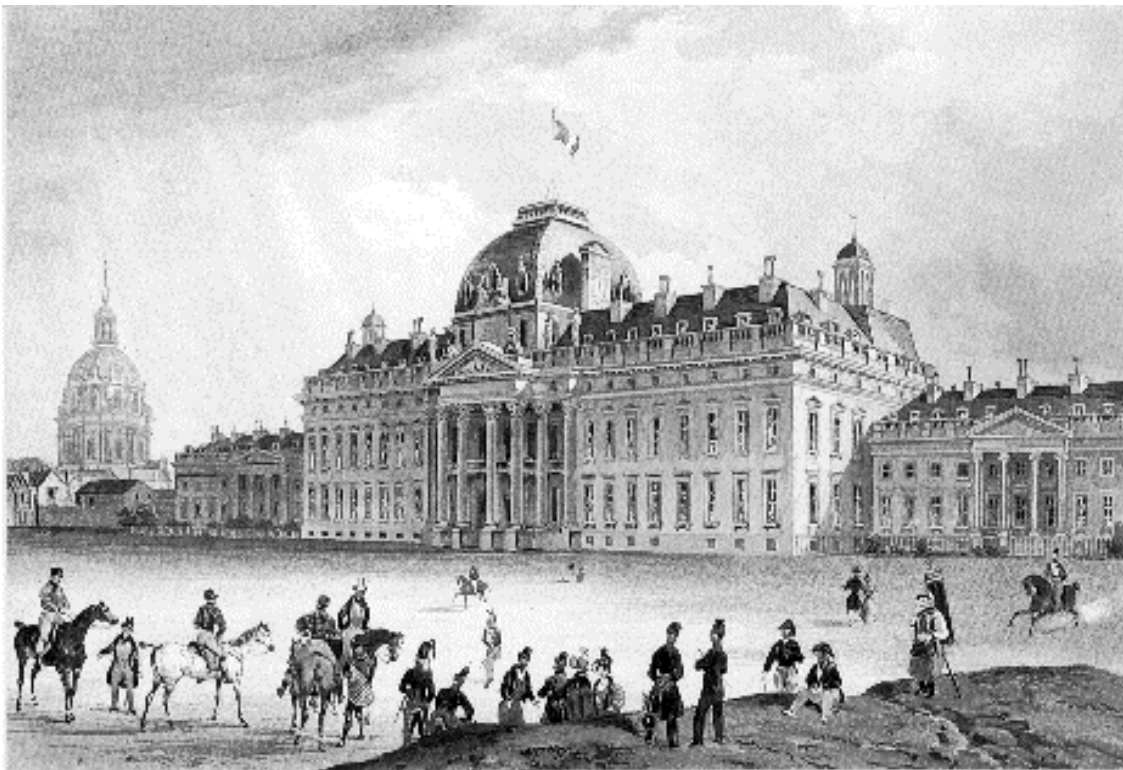


Paris, le 28 février 2000

Mémoire de Géopolitique



Relations Europe - Ukraine, éléments fondamentaux du destin de la Russie

Jeu à 3, Europe - Ukraine - Russie
Chef de Bataillon NICOL Franck (B2)

Fiche de présentation

1 - « Relations Europe – Ukraine, éléments fondamentaux du destin de la Russie ou Jeu à 3, Europe – Ukraine – Russie »

2 - Chef de Bataillon NICOL Franck (France)

3 - 28 février 2000

4 - Division B

5 - Mémoire de géopolitique

6 - Idée maîtresse : en marge de l'Europe, en pleine extension vers l'Est, et en marge de la Russie, ancienne puissance tutélaire, l'Ukraine constitue un pivot géopolitique conditionnant l'avenir de la Russie.

7 - Mots Clefs : Ukraine, Russie, pivot géopolitique.

RELATIONS EUROPE - UKRAINE, ELEMENTS FONDAMENTAUX DU DESTIN DE LA RUSSIE	4
I. Présentation de l'Ukraine	5
1 Un « géant endormi »	5
a) un pays qui possède des atouts	5
b) mais qui connaît des problèmes	7
▪ Des difficultés économiques :	7
▪ Des difficultés sociales :	7
▪ Des difficultés institutionnelles :	8
2 Une histoire mêlée à celle du peuple russe ou une histoire nationale ukrainienne discontinue	8
a) Des origines incertaines :	8
b) Un puzzle récemment assemblé :	8
3 Une indépendance récente source de litiges avec la Russie	9
a) Le contexte :	9
b) Des litiges :	9
▪ La Crimée :	9
▪ Le partage de l'ex-flotte soviétique et le statut des bases:	10
▪ Le rôle de la Communauté des Etats Indépendants (C.E.I.):	10
4 Reconnaissance tardive par la Russie	11
a) Des effets d'annonce russes :	11
b) Une attitude agressive russe :	11
c) La problématique pour les hommes politiques :	12
▪ Points de vue occidentaux :	12
▪ Points de vue ukrainiens :	12
d) Un dénouement tardif :	12
II. Intentions actuelles de l'Ukraine : s'affirmer davantage aux plans régional et international	14
1 Une population toujours partagée entre indépendance et réunification avec la Russie	14
2 Un pouvoir cherchant à s'affranchir de la vieille orbite russe ...	14
a) En contrant l'influence russe :	15
b) En privilégiant des relations de bon voisinage :	15
c) En tissant des liens étroits avec la Pologne :	15
3 ... et à se rapprocher de l'Union Européenne voire de l'O.T.A.N. :	16
a) Des liens resserrés avec l'Union Européenne :	16
b) Des liens resserrés avec l'O.T.A.N. :	16
III. Intentions actuelles de la Russie : utiliser le levier géopolitique qu'est l'Ukraine	18
1 Une population souhaitant un retour de l'Ukraine dans le giron russe :	18
2 Un pouvoir confronté à des problèmes au sein de l'espace postsoviétique	18
3 Un pouvoir cherchant malgré tout à préserver son influence dans son proche étranger :	20
▪ En créant un empire comprenant l'Europe et l'Asie :	21
▪ Ou en créant une union slave :	21
IV. L'Ukraine, pivot géopolitique	23
1 La stratégie des Etats-Unis :	23
a) Une certaine prudence de 1991 à 1994 :	23
b) Une nouvelle attitude guidée par une rationalité géopolitique :	23
2 Les actions américaines	25
V. La carte à jouer de l'Europe	26
1 Aider à la résolution des problèmes de l'Ukraine	26
a) En donnant confiance et en apportant des connaissances à de nouveaux cadres	26
b) En comprenant le problème identitaire :	27
2 Prendre date pour l'avenir	28

RELATIONS EUROPE - UKRAINE, ELEMENTS FONDAMENTAUX DU DESTIN DE LA RUSSIE

Ou

Jeu à 3, Europe - Ukraine - Russie

Lors d'une conférence de géopolitique ayant trait à la Russie, Monsieur Thual a mentionné l'Ukraine. Selon lui, cette dernière constitue un pays clef de l'avenir post soviétique.

En fait, pendant des siècles, l'Ukraine a été méconnue. Certes, Yalta, Sébastopol, la Crimée sont, depuis longtemps, des noms évocateurs mais l'intérêt géopolitique de ce pays n'a pas toujours été évident. Faisant suite à l'effondrement de l'U.R.S.S., l'indépendance de l'Ukraine a, en revanche, mis en valeur la position géographique privilégiée de cet Etat. De plus, « l'otanisation » de l'Europe orientale et centrale, (initiée pour contrer la politique de recomposition de l'empire russe par influence et non plus par annexion), a mis en relief l'importance des relations que pourraient nouer cet Etat avec les grandes puissances.

A la croisée des chemins, l'Ukraine constitue sur l'échiquier géopolitique à la fois un pays incontournable pour l'expansion de la Russie et une pièce maîtresse à contrôler pour isoler la Russie.

En résumé, en marge de l'Europe, en pleine extension vers l'Est, et en marge de la Russie, ancienne puissance tutélaire, l'Ukraine constitue un pivot géopolitique conditionnant l'avenir de la Russie.

Après une analyse de l'Ukraine et de ses intentions, l'utilisation de ce pays comme levier géopolitique des Russes et pivot géopolitique des Américains sera mise en exergue. Enfin l'intérêt de ce pays pour l'Europe de demain sera souligné.

I. Présentation de l'Ukraine

1 un « géant endormi »

Un récent rapport du Conseil de l'Europe a comparé l'Ukraine à un « géant endormi ».

a) un pays qui possède des atouts

Avec une superficie de plus de 600 000 kilomètres carrés, l'Ukraine forme le plus vaste état d'Europe, exception faite de la Russie, à cheval sur les continents européen et asiatique. Sa population comprend plus de 51 millions d'habitants dont 73.6% d'Ukrainiens et 21% de Russes. Ce pays de plaines, enneigé trois mois sur douze, est ouvert sur l'Europe centrale et dispose d'une large façade maritime. Ainsi, il est baigné au sud par la mer Noire et la mer d'Azov et ses voisins immédiats sont la Russie, la Biélorussie, la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie, la Moldavie et la Roumanie. Des terres noires vouées à l'agriculture et des sous-sols contenant du fer, du charbon, du manganèse, du titane, de l'uranium constituent de solides ressources. Le Dniepr, assagi par 6 immenses barrages flanqués de gigantesques centrales hydroélectriques, offre une voie d'eau majeure navigable sur 2000 km. Les potentialités touristiques sont importantes grâce aux nombreuses stations balnéaires.

De son passé soviétique, l'Ukraine a hérité un important complexe sidérurgique et militaro-industriel. Autrefois, plus de la moitié des chars produits dans toute l'U.R.S.S. sortaient des chaînes de montage ukrainiennes. Un missile sur deux et la plus grosse partie des systèmes de commande électroniques étaient produits dans les arsenaux de Kiev. Aujourd'hui, l'Ukraine propose l'ANTONOV 70, un avion de transport d'un haut niveau technologique, et des chars T80 modernisés. Elle prépare un nouveau char, nom de code Iadro, supérieur au T80 et pouvant agir dans un environnement désertique sous des températures de 55°C. Elle a redécouvert l'intérêt de ses usines d'armement en tant que source de devises prometteuse et cherche à se tailler une nouvelle part du marché mondial de l'armement.

Théoriquement, toutes ces données pourraient laisser croire que l'Ukraine a toutes les cartes en main pour

devenir à moyen terme l'un des « grands » du continent européen.

b) mais qui connaît des problèmes

En fait, contrairement aux scénarios optimistes élaborés à l'issue de la chute du mur de Berlin, ce pays est confronté à de graves difficultés économiques, sociales et institutionnelles. Une des raisons majeures semble être la difficulté à faire évoluer les mentalités. Profondément marquée par le régime soviétique, la population paraît parfois passive et résignée.

▪ Des difficultés économiques :

L'Ukraine, en dépit des aides extérieures, manque de capitaux et de devises. Aussi, l'agriculture connaît des difficultés pour se moderniser et l'industrie, axée sur des produits à faible valeur ajoutée, demeure vétuste. La sécurité de l'exploitation des réacteurs nucléaires est très mal assurée en raison de problèmes financiers (endettements, pas de retraitement des combustibles, personnels non payés, modernisation suspendue, travaux à Tchernobyl arrêtés). Kiev, d'ailleurs, utilise régulièrement la menace écologique du réacteur de Tchernobyl comme moyen de pression pour faire payer la communauté internationale. La dislocation de l'U.R.S.S. et les désordres de l'ère post-soviétique ont privé les secteurs agricoles et industriels de leurs débouchés extérieurs.

De plus, l'Ukraine reste dépendante de la Russie pour son gaz et son pétrole.

Enfin, les capitaux russes menacent l'économie. Le taux de chômage est de 15%, l'inflation est de 20%, le PIB a chuté de moitié entre 1990 et 1995, la dette extérieure s'est considérablement alourdie et la crise monétaire menace de se transformer en crise financière.

La situation est donc loin d'être saine. Par dessus tout, la transition entre l'économie planifiée et l'économie de marché est lente.

▪ Des difficultés sociales :

La population ukrainienne s'enfoncé dans la crise sociale. Le passage à l'économie de marché s'est traduit par une catastrophe démographique. Ainsi, l'espérance de vie diminue, les décès l'emportent sur les naissances et, depuis 1991, l'Ukraine a perdu plus de 1,5 million de personnes. Les causes de la « mort lente de l'Ukraine » sont multiples : émigration, peur du lendemain, pauvreté, services médicaux défaillants, alcoolisme et séquelles de Tchernobyl.

De plus, des tendances centrifuges au sein de la population, dues à des clivages ethniques mais aussi à

des disparités régionales au plan économique, accentuent les tensions internes.

▪ Des difficultés institutionnelles :

En fait, ce pays est à la découverte de la démocratie. Une constitution a été mise en place en 1996 et le débat politique est un phénomène nouveau. Au premier plan, les forces réformatrices et les forces conservatrices s'affrontent, en particulier lors des différentes élections. Au second plan, des chefs de clans politico-financiers se livrent des batailles pour contrôler une économie souterraine grandissante. Le pays connaît une corruption généralisée. Cet état de fait met en péril les institutions ukrainiennes.

Malgré des atouts, le pays est affaibli par de nombreuses difficultés (économie en pleine mutation, tensions internes vives, institutions fragiles) mais aussi par une crise identitaire.

2 Une histoire mêlée à celle du peuple russe ou une histoire nationale ukrainienne discontinue

Un « déficit d'histoire » est la source d'une identité nationale et d'une cohésion territoriale mal assurées.

a) Des origines incertaines :

L'histoire semble partagée avec celle du peuple russe mais deux thèses s'affrontent. Certes, au 10^e siècle Kiev est la capitale d'un Etat russo varègue mais pour les nationalistes ukrainiens deux peuples coexistent dans la « Rous » médiévale: au sud, les Ukrainiens qui portent la civilisation slavo-byzantine, au nord, beaucoup plus frustrés, les Russes. Pour ces derniers, les Ukrainiens seraient des Russes séparés de leurs « frères » par le choc mongol, point de départ d'un développement différencié.

b) Un puzzle récemment assemblé :

Dans les siècles qui suivent, les territoires ukrainiens sont éclatés entre diverses souverainetés et dominations (turque, lituanienne, polonaise, autrichienne, russe et soviétique). Des indépendances éphémères auront lieu mais cette zone de passage où se sont succédées de nombreuses invasions sera marquée par l'histoire du peuple russe. En effet, la majeure partie de l'Ukraine a appartenu à l'empire tsariste (pendant plus de 300 ans), puis à l'empire soviétique. L'Ukraine a été aussi les confins de l'empire russe face aux turcs et face aux polonais. De plus, 7

millions d'Ukrainiens sont morts suite à une famine et à des purges sous Staline.

3 Une indépendance récente source de litiges avec la Russie

a) Le contexte :

L'indépendance de l'Ukraine en 1991, approuvée par 90% de la population, a été perçue par Moscou comme une perte privant la Russie de toute façade sur l'Europe Centrale et sur la Mer Noire. Aussi, à l'issue de la disparition de l'U.R.S.S., Kiev et Moscou se disputent sur plusieurs points.

b) Des litiges :

Dès la proclamation de l'indépendance, le président du Soviet suprême ukrainien, élu au suffrage universel, fait savoir que toutes les forces soviétiques déployées sur son territoire deviennent ipso facto ukrainiennes et exige que les officiers prêtent serment à la nouvelle république indépendante. C'est le premier différend entre Moscou et Kiev mais cela est sans commune mesure avec les problèmes de la Crimée, du partage de la flotte et du rôle de la C.E.I. (à aucun moment, Kiev n'a envisagé devenir la 3^e puissance nucléaire mondiale et la dénucléarisation sera obtenue après l'obtention de compensations financières de Moscou et des Etats-Unis).

▪ La Crimée :

La Crimée est revendiquée par la Russie. La presqu'île de la mer Noire, officiellement autonome, appartient de fait à l'Ukraine depuis qu'en 1954 Khrouchtchev la lui a offerte. Elle contient tous les ingrédients pour une explosion. En effet, elle est peuplée à 67% de Russes, à 10% d'Ukrainiens et la présence de 230 000 Tatars (sur 2.5 millions d'habitants) complique la situation. On constate une rivalité entre Russes et Ukrainiens et une hostilité ethnique entre Slaves et Tatars. Ces derniers (descendants turco-mongols de la Horde d'or, Etat fondé par le petit-fils de Gengis Khan) ont une revanche à prendre. En effet, 250 000 Tatars ont été déportés de Crimée vers l'Asie centrale en 1944 par Staline. Le chef de l'U.R.S.S. avait pris prétexte d'une collaboration de plusieurs chefs Tatars avec les nazis pour se débarrasser de ce petit peuple frondeur. Il avait surtout voulu achever la russification de la Crimée entamée par Catherine II au XVIII^e siècle. En

1988, les Tatars sont autorisés à revenir en Crimée. Depuis l'indépendance de l'Ukraine, les Tatars présents en Crimée ont opté pour Kiev contre l'ennemi héréditaire russe mais, admirateurs des rebelles tchéthènes, envisagent de réclamer l'indépendance de la Crimée vis-à-vis de l'Ukraine.

L'avenir de la Crimée est donc en suspens après l'indépendance ukrainienne: la Russie réclame à l'Ukraine le rattachement de la presqu'île, la population russe défend ses droits face aux Tatars, ces derniers cherchent à redevenir les maîtres des lieux. Dans tous les cas, le pouvoir russe pourrait utiliser les Tatars pour déstabiliser l'Ukraine.

▪ Le partage de l'ex-flotte soviétique et le statut des bases:

Le partage de l'ex-flotte soviétique de la Mer Noire basée à Sébastopol (en Crimée) soulève des difficultés. En fait, il s'agit de partager les 600 bateaux mais surtout les équipements militaires et portuaires, principalement ceux de Sébastopol et de définir le statut des bases. Pour les Russes, cette ville est une enclave et doit rester partie intégrante de la Fédération. Les Ukrainiens soutiennent quant à eux que Sébastopol n'a aucun statut particulier et que le port de même que la Crimée leur appartiennent. La population de la cité comprend 400000 habitants, 80% de Russes, dont la moitié travaille directement ou indirectement pour l'armée russe. Les Russes appellent Sébastopol la « ville glorieuse » en souvenir de la résistance acharnée face aux nazis et des terribles combats de la guerre de Crimée (1854-1855) qui opposa les armées du tsar à une coalition formée par la Grande-Bretagne, la France et la Turquie.

L'Ukraine, quant à elle, souhaite conserver une partie des équipements militaires et portuaires afin de consolider sa présence dans la mer Noire.

▪ Le rôle de la Communauté des Etats Indépendants (C.E.I.):

Enfin, le rôle de la C.E.I. mise sur pied par la Russie pour conserver des liens qui existaient à l'époque soviétique engendre des frictions. Dès août 1991, Eltsine lance un avertissement : « si l'Ukraine refuse de rejoindre la nouvelle union (la CEI), nous lui ferons face sur la barricade ». Certes, la Fédération de Russie « respecte » les frontières des pays de l'ex-U.R.S.S qui se sont proclamés indépendants. Mais, selon elle, les frontières intérieures à l'ex-Union soviétique sont transparentes et la protection des frontières extérieures doit

constituer une responsabilité conjointe, partagée (en pratique, dominée) par les troupes frontalières et les services spéciaux russes.

L'Ukraine rejette l'idée qu'il y ait deux types de frontières entre Etats souverains et, contrairement à la plupart des autres Etats de la C.E.I., n'autorise pas le déploiement de troupes russes sur son territoire.

L'indépendance ukrainienne a donc signifié pour la Russie la perte d'un pays possédant de sérieux atouts. Elle a déclenché aussi un « bras de fer » à propos des biens à partager et des liens à conserver.

4 reconnaissance tardive par la Russie

Pendant cinq années de « bras de fer », les précédents différends ont été l'objet d'accords non respectés et de menaces. Finalement, un compromis sera obtenu permettant une reconnaissance effective de l'Ukraine par la Russie.

a) Des effets d'annonce russes :

Une période particulière naît à l'issue de l'indépendance. La Russie déclare, tout d'abord, que cette dernière n'est qu'un phénomène transitoire. Selon l'ambassadeur russe en Ukraine en 1991, « il faut exercer des pressions sur l'Ukraine et l'affaiblir en utilisant deux armes contre elle, l'énergie et la Crimée ».

En réalité, dans les faits, la politique qui accompagne ces déclarations se montre fort négligente. La Russie donne la priorité absolue à la réforme économique. Elle juge indispensable d'obtenir avant tout l'aide occidentale pour renforcer son influence sur ses voisins. Ainsi, dans un premier temps, pendant que la Russie dévoile ses intentions à l'égard du proche étranger et de l'Ukraine en particulier, ses priorités vont à ses propres intérêts et à l'étranger lointain.

b) Une attitude agressive russe :

Dans un deuxième temps, fin 1992, la primauté politique est donnée au proche étranger. Eltsine promeut la lutte pour des sphères d'influence, celle-ci ayant remplacé la confrontation idéologique dans le domaine géopolitique.

L'attitude est aussi dictée par des raisons géoéconomiques. Pendant des décennies, l'Ukraine a

passé pour être le « grenier à blé de l'U.R.S.S. » aussi la Russie se résigne difficilement à y renoncer. De plus, l'Ukraine a le plus dense réseau d'oléoducs et de gazoducs en Europe avec plus de 22 000 km. de tuyaux qui parcourent le pays et la Russie en dépend en quasi-totalité pour l'acheminement de son gaz vers l'Europe de l'Ouest.

c) La problématique pour les hommes politiques :

▪ Points de vue occidentaux :

A l'issue de l'indépendance de l'Ukraine, la problématique pour les occidentaux est la suivante : que l'Ukraine soit absorbée ou déstabilisée par la Russie et ce sont les pays d'Europe centrale qui pourraient devenir un vide politique entre l'Est et l'Ouest, ou pire encore des zones de conflit. Quoiqu'il en soit, aucune aide occidentale ne sera apportée aux antagonistes pour résoudre les litiges.

▪ Points de vue ukrainiens :

Pour les hommes politiques ukrainiens, la problématique est la suivante : ils sont convaincus que leur pays n'a aucune chance de conserver son indépendance sans « un partenariat stratégique avec la Russie », c'est-à-dire sans consentement de la Russie. De plus, cette indépendance ne peut être maintenue que si l'Ukraine entretient d'étroites relations avec l'Occident et si l'Occident lui-même considère l'indépendance de ce pays comme un enjeu fondamental.

d) Un dénouement tardif :

Il faudra plus de 5 ans de négociation (et de marchandage) pour que la Russie et l'Ukraine signent en mai 1997 un traité d'amitié et de coopération. Le traité définitif sera signé le 1^{er} avril 1999.

Concernant la flotte de la Mer Noire, Kiev accepte de louer à la Russie pour une durée de 20 ans une partie du port de Sébastopol et de Féodosia ainsi que plusieurs autres installations militaires. Plus de 80% des bâtiments de la flotte reviennent à la Russie. En fait, la situation demeure trouble car la chambre haute du Parlement russe a refusé, le 27 janvier 1999, de ratifier l'accord reconnaissant l'appartenance de Sébastopol à l'Ukraine.

Par ailleurs, la Crimée devient une république autonome dans le cadre de l'Etat ukrainien. Les velléités d'indépendance sont circonscrites.

A propos de la C.E.I., l'Ukraine ne signe pas le traité de Tachkent sur la défense commune et ne

reconnaît pas le concept de frontière extérieure à cette communauté.

Enfin, au niveau économique, un accord de coopération est passé en 1998 entre les 2 Etats visant au développement des échanges après la suppression de la T.V.A. sur leur frontière.

Par ces traités de 97 et 98, les litiges sont résolus mais le doute demeure pour Sébastopol. La Russie reconnaît officiellement les frontières ukrainiennes et voit enfin en ce pays un partenaire égal.

La Russie et l'Ukraine ont, de façon quasi simultanée, cherché à émerger des décombres de l'U.R.S.S. Mais délimiter les zones d'action de chacun, déterminer les prérogatives de l'une et de l'autre tout en mettant en place en interne un nouveau modèle de société nécessite du temps.

II. Intentions actuelles de l'Ukraine : s'affirmer davantage aux plans régional et international

La stabilité intérieure et l'aide occidentale sont considérées comme la condition préalable au maintien de bonnes relations avec la Russie. De même, de bonnes relations avec la Russie sont considérées comme nécessaires à un rapprochement avec l'Occident.

S'affirmer simultanément au plan international s'avère aussi une nécessité. Cela se traduit par la participation de bataillons à Sarajevo sous l'égide de l'O.N.U., d'envoi de troupes au Kosovo. Des avions de transport ukrainiens sont régulièrement mis à la disposition des Nations Unies. Les Ukrainiens mènent aussi une approche de l'O.T.A.N. et des organisations européennes.

Le pouvoir ukrainien mène surtout un savant jeu d'équilibriste. En effet, il tente de s'affranchir de sa vieille orbite russe et de se rapprocher de ce qui pourrait à l'avenir garantir son indépendance et sa stabilité.

1 Une population toujours partagée entre indépendance et réunification avec la Russie

La crise économique incite une partie de la population à se tourner vers les socialistes et les communistes. Ces derniers souhaitent une réunification avec la Russie. Pour d'autres, l'accord, fin 1998, d'une union entre la Russie et la Biélorussie constitue un « Anschluss à la russe » menaçant l'Ukraine.

En fait, il existe une fracture géographique Ouest / Est divisant et fragilisant le pays. L'Ouest, anciennement polonais puis autrichien, est ukrainophone, indépendantiste et pro-européen. L'Est, passé du joug mongol à celui de Moscou, est russophone, orthodoxe et pro-russe. Les difficultés rencontrées par la Russie n'incitent pas à la sécession mais la fracture peut devenir une faille irrémédiable tant les tensions internes sont intenses.

2 Un pouvoir cherchant à s'affranchir de la vieille orbite russe ...

Bien évidemment, l'Ukraine cherche à maintenir de bonnes relations avec la Russie. Ainsi, le pouvoir prône des liens économiques avec l'ancienne puissance tutélaire : investir en Ukraine sert mieux les intérêts

de la Russie qu'aliéner la souveraineté ukrainienne. Un accord commercial pour 10 ans a été signé en 1998. De plus, l'Ukraine s'est rapprochée de la Russie lors de la guerre du Kosovo, le monde slave se sentant humilié. Mais, parallèlement, le pouvoir mène des politiques très particulières pour s'affranchir de la vieille orbite russe.

a) En contrant l'influence russe :

L'Ukraine mène une étroite politique de coopération avec la Turquie, le but étant de contrer l'influence russe en Mer Noire et de s'assurer de nouvelles sources d'approvisionnement en énergie.

b) En privilégiant des relations de bon voisinage :

Elle cherche à supprimer tous les points de contentieux avec ses voisins, conditions il est vrai nécessaires pour prétendre appartenir à des organisations comme l'O.T.A.N. et l'Union Européenne (U.E.).

Ainsi, elle a entrepris d'établir des relations de bon voisinage avec la Biélorussie, la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la Moldavie.

Par ailleurs, l'Ukraine fait partie depuis fin 97 du GUUAM, bloc comprenant à ses côtés la Géorgie, l'Azerbaïdjan, la Moldavie et l'Ouzbékistan. Cet ensemble se veut le cadre d'une coopération politique et économique. Il permet à ses membres de se dégager d'une trop grande dépendance de la Russie. Il a aussi pour ambition de constituer une force d'interposition capable de remplacer les militaires russes de la C.E.I. en Abkhazie (république sécessionniste en Géorgie).

c) En tissant des liens étroits avec la Pologne :

Elle opère un rapprochement très net avec la Pologne, premier Etat à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine. Les deux pays ont su surmonter le lourd héritage de leurs différends historiques, la Pologne faisant semblant d'oublier la Galicie. L'Ukraine n'a pas entrepris ce rapprochement uniquement pour des raisons de bon voisinage : la Pologne est membre de l'O.T.A.N. depuis mars 1999 et futur membre de l'Union Européenne. De plus, ce pays constitue un exemple à suivre aux plans économique et politique. Ce rapprochement s'est concrétisé par la création d'un bataillon mixte de maintien de la paix. Une création similaire est envisagée avec la Hongrie, elle-aussi membre de l'O.T.A.N.

3 ... et à se rapprocher de l'Union Européenne voire de l'O.T.A.N. :

L'Ukraine souhaite devenir membre de l'Union Européenne mais celle-ci exprime des réticences pour le court terme. De plus, Kiev cherche à établir des relations spéciales avec l'O.T.A.N., une adhésion étant pour l'instant exclue pour des raisons géopolitiques.

a) Des liens resserrés avec l'Union Européenne :

En juin 1994, un accord de partenariat est signé entre l'Ukraine et l'Union Européenne. Il est entré en vigueur en 1998. Il se traduit par la mise en place du programme TACTIS de la communauté européenne. Ce dernier comprend des dispositions commerciales, des dispositions relatives aux activités des entreprises, aux investissements et aux services ainsi que des dispositions institutionnelles. Un volet « énergie » prévoit la construction de nouvelles centrales nucléaires contre la fermeture d'anciens réacteurs dont ceux de Tchernobyl, construction prise en charge par l'Europe. Le traitement de la nation la plus favorisée est octroyée à l'Ukraine. A noter l'appartenance de l'Ukraine au Conseil de l'Europe depuis 1995. Pour l'Europe, ce pays occupe une position clé dans le développement des réseaux transeuropéens (télécommunications, énergie, transport) et constitue une tête de pont pour les relations terrestres vers la Russie, la Transcaucasie et l'Asie centrale. Néanmoins, des réticences concernant une adhésion rapide demeurent. En revanche, l'Allemagne est la nation de l'U.E. la plus active dans les échanges économiques et cette relation bilatérale ne cesse de s'accroître.

En fait, l'objectif de Kiev est de négocier un accord de libre-échange (le tiers des exportations ukrainiennes étant classé « produit sensible »), puis un statut « d'Etat associé » à l'Union Européenne, ainsi qu'à l'Union de l'Europe occidentale sur le plan militaire. Mais les Ukrainiens ont l'impression d'avoir à faire à un certain protectionnisme de l'Union Européenne à l'égard de ses exportations, particulièrement en ce qui concerne les produits sidérurgiques.

b) Des liens resserrés avec l'O.T.A.N. :

En janvier 1994, le Partenariat pour la Paix (PpP) est lancé. Aussitôt, l'Ukraine rejoint les nouvelles

structures atlantiques de sécurité. Il s'agit du Conseil de coopération nord-atlantique (C.C.N.A.) remplacé depuis 1997 par le Conseil de partenariat euro-atlantique (C.P.E.A.). Premier Etat de l'ancienne Union Soviétique à avoir adhéré au PpP, l'Ukraine déclare considérer l'O.T.A.N. comme le garant de la stabilité en Europe. Néanmoins, l'accord d'amitié et de coopération signé avec les Russes en 1997 semble exclure toute adhésion à l'O.T.A.N. jusqu'en 2007 au moins.

La charte de Partenariat O.T.A.N. / Ukraine se traduit par des consultations et des coopérations ainsi que la création d'un centre d'information et de documentation de l'O.T.A.N. à Kiev. Concrètement, des manoeuvres militaires de troupes ukrainiennes et américaines se sont déroulées en Ukraine en mai 1995. Mais la crise du Kosovo a engendré un refroidissement entre Kiev et l'Alliance. Les ukrainiens ont annulé leur participation aux manoeuvres communes « Cooperative Partner 99 » prévues en mer Noire et en Bulgarie.

Tout en maintenant de bonnes relations avec la Russie pour des raisons de politique intérieure et extérieure, l'Ukraine s'affirme petit à petit aux plans régional et international. Opérant un rapprochement avec l'Union Européenne et avec l'O.T.A.N., elle cherche une stabilité économique et militaire mais aussi à s'émanciper de son ancienne puissance tutélaire.

III. Intentions actuelles de la Russie : utiliser le levier géopolitique qu'est l'Ukraine

La Russie est en phase d'apprentissage de la démocratie. C'est une période délicate et la réussite de cette transition nécessite des réformes gigantesques et simultanées. Ces difficultés sont accentuées par la spécificité et le poids qu'avait le système soviétique. Bien évidemment, la situation actuelle n'est guère brillante. L'économie est instable, le système politique chaotique, la corruption est généralisée, l'Etat de plus en plus faible et la misère en pleine extension. Néanmoins, malgré ce tableau peu reluisant et peut-être à cause de ce dernier, la Russie mène une politique étrangère qu'il faut prendre en compte. Ce pays mal connu peut réserver bien des surprises (l'annonce de la démission de B.Eltsine au profit de son Premier Ministre Poutine le 01 janvier 2000 en est une).

1 Une population souhaitant un retour de l'Ukraine dans le giron russe :

Malgré l'indépendance, les nombreux russes favorables à la réintégration de l'Ukraine ne le sont nullement par esprit impérialiste, mais parce que, à leur yeux, l'Ukraine fait tout simplement partie intégrante de la Russie. Beaucoup de russes attachent le plus grand prix à la réintégration de l'Ukraine car ils la jugent essentielle pour affirmer la puissance russe en Europe et renforcer le caractère européen de la Russie.

Sous quelle forme les russes souhaitent-ils la réintégration de l'Ukraine ? Les partisans de l'intégration sont divisés entre ceux qui souhaitent que les anciennes républiques soient de nouveaux subordonnées et ceux qui veulent qu'elles soient purement et simplement absorbées, entre ceux qui songent à une forme « douce » d'hégémonie sur leurs voisins et ceux qui sont pour contrôle de ces pays, ceux qui sont patients et ceux qui ne le sont pas, enfin, entre ceux, non moins importants, qui voient la possibilité d'un « partenariat limité » avec l'Occident et ceux qui n'éprouvent pour lui qu'hostilité et mépris.

2 Un pouvoir confronté à des problèmes au sein de l'espace postsoviétique

La Communauté des Etats Indépendants est en crise. Conçue comme substitut à la défunte U.R.S.S., elle s'éloigne de ses objectifs initiaux : la construction de l'union économique est hésitante et les mécanismes fonctionnent mal. L'indépendance des membres de la C.E.I. s'est renforcée au plan international depuis 3 ans et de nombreux pays poursuivent leur émancipation à l'égard de la Russie. Celle-ci a tenté de créer en vain au sein de la C.E.I. des organes supranationaux. En fait, les relations qui existent entre les Etats de la C.E.I. s'établissent de plus en plus dans un cadre non pas multilatéral mais bilatéral.

L'Arménie, partenaire stratégique de la Russie, reste dépendante aux plans de la sécurité et de l'économie, en particulier pour son approvisionnement énergétique et de matières premières. Malgré cela, la Russie est supplantée par l'Iran, premier partenaire commercial de l'Arménie.

L'Azerbaïdjan appartient, au sein de la C.E.I., au groupe des Etats dits dissidents (avec la Géorgie, l'Ukraine et l'Ouzbékistan qui pourraient être rejoints par la Moldavie et le Turkménistan). La recherche de tracés alternatifs pour acheminer le pétrole de la Caspienne vers l'Europe, en contournant la Russie, joue un rôle important dans ses rapports avec la Russie.

La Géorgie tente, depuis quelques temps, de réduire activement sa dépendance économique et militaire à l'égard de la Russie. Elle a déjà diversifié son commerce extérieur au profit de la Turquie. Des tensions croissantes existent avec la Russie en raison de l'attitude russe dans le conflit avec l'Abkhazie.

Le Kazakhstan entretient des liens étroits avec la Russie mais il renforce ses relations avec d'autres partenaires en Occident comme en Asie. Ce pays est néanmoins voué à garder des bons contacts avec la Russie, en raison d'une forte minorité de russophones et de possibles revendications territoriales de la Russie portant sur le nord du Kazakhstan.

Le Kirghizstan reste très attaché à la Russie surtout sur le plan économique : 70% de ses échanges se font avec la Russie. Entouré de grandes puissances régionales, il compte beaucoup sur Moscou pour sa défense mais il tente aussi de diversifier ses relations économiques extérieures.

La Moldavie essaie de mener une politique relativement autonome à l'intérieur de la C.E.I. Elle n'a pas réussi à se débarrasser de la présence militaire russe.

Le Turkménistan observe une stricte politique d'indépendance. Il donne la priorité aux relations

bilatérales avant toute collaboration multilatérale et rejette catégoriquement la création d'organes supranationaux.

L'Ukraine rejette l'idée d'une réintégration de l'espace postsoviétique comme base de coopération intra-C.E.I.

L'Ouzbékistan fait preuve d'une réticence croissante, voire d'un désintérêt grandissant, pour tout ce qui concerne sa participation aux activités communautaires.

Des unions subrégionales ont été de plus constituées. La Communauté d'Etats intégrés (Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan) a été créée en 1996. C'est une union douanière. L'Espace économique d'Asie centrale a vu le jour en 1994. Il comprend le Kazakhstan, Kirghizstan et l'Ouzbékistan. L'Union douanière Moldavie-Ukraine a été signée en 1997. L'Azerbaïdjan et la Géorgie ont constitué une union informelle (projet alternatif de transport eurasiatique). Un espace commun pour la défense et les frontières a été constitué entre le Kazakhstan et le Kirghizstan.

Le renforcement des positions nationales des membres de la C.E.I. et l'apparition de ces unions montrent que des tendances centrifuges existent au sein de la C.E.I. Elles témoignent d'une perte d'influence russe sur la conception et la mise en oeuvre de la politique des nouveaux Etats indépendants.

3 Un pouvoir cherchant malgré tout à préserver son influence dans son proche étranger :

Moscou attache de l'importance aux Etats successeurs de l'U.R.S.S. Par le truchement de la C.E.I., la Russie entend bien préserver son influence dans l'espace soviétique d'autrefois malgré les tendances centrifuges présentées précédemment. La diplomatie russe se réfère à la doctrine Monroe (1823), qui, en substance, interdisait toute intervention européenne dans les Amériques, pour revendiquer un droit d'intervention unilatéral au sein de la C.E.I. Il est donc peu probable que la Russie puisse rester telle quelle, avec ses frontières, au sein de l'ex-URSS. Elle n'a jamais abandonné l'idée de recréer un espace commun plus large que son propre territoire et sans l'Ukraine, elle ne peut y parvenir. Pour Eltsine, la lutte pour des sphères d'influence a remplacé la confrontation idéologique dans le domaine géopolitique. Il est clair que Moscou, après avoir eu ses troupes « à une étape du

Tour de France » du Rhin, aurait des difficultés à voir celles de l'Alliance occidentale à la même distance du Kremlin. Le mythe de « l'encerclement hostile » persiste.

▪ En créant un empire comprenant l'Europe et l'Asie :
La Russie souhaite reconstituer un empire comprenant l'Asie et l'Europe mais pour cela elle a besoin de l'Ukraine sinon elle serait sans tête européenne.

▪ Ou en créant une union slave :
Issus du même berceau de la civilisation slavo-byzantine, les peuples russe et ukrainien partagent une même foi, une même culture et parlent des langues très proches l'une de l'autre. Aussi la perte de l'Ukraine porte-t-elle atteinte à l'identité ethnique et politique des Russes.

De plus, l'indépendance de ce pays a indéniablement affaibli la Russie. En effet, « démaritimisée », la nouvelle Russie est un Etat plus continental et septentrional que jamais. L'Ukraine pivotant vers l'ouest, elle craint de se retrouver engagée dans un face-à-face avec l'Asie musulmane et confucéenne. Les conflits tchéchène et tadjik d'une part, la forte pression migratoire de la masse chinoise en Sibérie d'autre part, préfigurent les défis que Moscou devra relever sans l'appui démographique des 51 millions de frères slaves d'Ukraine.

Par ailleurs, une puissante entité post-soviétique fondée sur le triptyque slave-orthodoxie Russie-Biélorussie-Ukraine permettrait à la Russie d'imposer ses propres conceptions aux autres membres de la C.E.I. Actuellement, le « noyau dur » de la C.E.I., constitué en mars 1996 autour de la Russie, de la Biélorussie, du Kazakhstan et du Kirghizstan, semble avoir laissé la place à une incertaine Union russo-biélorusse. Les prémices d'une union slave entre la Russie et la Biélorussie se sont traduites par un accord « d'unification » signé fin décembre 1998 entre Moscou et Minsk (les biélorusses dépendent à 90% des russes pour leurs besoins énergétiques). Par conséquent, la Russie pourrait être tentée de concrétiser davantage une union slave avec la Biélorussie mais cette union serait incomplète sans l'Ukraine.

Des motivations géopolitiques et des raisons de politique intérieure incitent la Russie à récupérer l'Ukraine dans son giron. En effet, la mise sous influence de ce pays permettrait à la Russie de satisfaire sa population, de consolider la C.E.I., d'être moins isolée vis à vis de l'Europe occidentale

et centrale, mais aussi de faire face à l'Asie musulmane et confucéenne.

IV. L'Ukraine, pivot géopolitique

Bien que négligée par les médias depuis le règlement apparent des litiges territoriaux et militaro-nucléaires, l'Ukraine occupe une place particulière sur le continent européen, son poids géopolitique excédant de beaucoup sa surface financière. Certes, ce pays est un levier géopolitique pour la Russie mais au niveau du « Grand Jeu », il constitue un pivot géopolitique.

Principale interface entre l'Orient et l'Occident européens, ses choix diplomatiques et stratégiques conditionnent en partie la configuration géopolitique du Grand Continent.

1 La stratégie des Etats-Unis :

a) Une certaine prudence de 1991 à 1994 :

Les Etats-Unis ont tout d'abord fait preuve d'une grande prudence quant à la perspective d'une Ukraine indépendante. En 1991, Georges Bush met en garde les Ukrainiens contre une «indépendance suicidaire». Obnubilés par la dénucléarisation de ce pays, les américains sont aussi soucieux de préserver des relations américano-soviétiques cordiales. Finalement, l'Ukraine indépendante négocie le transfert de ses armes nucléaires (176 missiles, 19 000 ogives) en Russie en contrepartie d'une aide financière occidentale et des garanties de sécurité.

b) Une nouvelle attitude guidée par une rationalité géopolitique :

En 1995, William Clinton adresse un éloge vibrant à l'indépendance de l'Ukraine. Certes, le lancement d'un vaste programme de réformes économiques et politiques et l'adoption d'une constitution clairement démocratique expliquent l'enthousiasme des Etats-Unis.

Mais c'est surtout la prise de conscience de l'importance de la « case » Ukraine sur le « grand échiquier » eurasien qui est à l'origine de la volte-face. Selon de nombreux experts dont Z.Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité de Jimmy Carter, l'avenir du monde se joue en Eurasie. Toute puissance contrôlant le continent contrôle par là même deux des trois régions les plus développées c'est-à-dire 75% de la population mondiale, 60% du produit national mondial, 75% des ressources énergétiques connues. La prééminence sur le continent eurasien sert donc de

point d'ancrage à la prééminence mondiale. Pour conduire une stratégie dans ce continent, il faut identifier les acteurs stratégiques, c'est-à-dire les Etats ayant une volonté et la capacité d'exercer puissance et influence au-delà de leurs frontières. Pour ces experts, ils sont au nombre de cinq : Allemagne, France, Russie, Chine et Inde. Il faut aussi tenir compte des pivots, c'est-à-dire tout Etat dont l'importance tient davantage à sa situation géographique sensible et à sa vulnérabilité potentielle plutôt qu'à sa puissance réelle. Ces pivots sont au nombre de cinq : l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Turquie, l'Iran et la Corée du Sud.

Précisons l'analyse des stratèges américains concernant l'Ukraine. Pour eux, ce pivot géopolitique s'insère dans une stratégie d'ensemble qui consiste à détacher de la Russie les Etats qui formaient avec elle autrefois l'U.R.S.S. : le Caucase avec l'Azerbaïdjan, l'Asie centrale avec le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan (tous ces pays riches en pétrole) et enfin l'Ukraine pour sa position de pivot entre l'Est et l'Ouest. Pour Washington, la Russie ne peut pas être à la fois impériale et démocratique.

Les Etats-Unis ont parfaitement saisi que l'Ukraine a le choix entre servir de tampon entre le bloc de l'O.T.A.N. et celui du pacte de Tachkent (qui a succédé au pacte de Varsovie et regroupe pour l'essentiel les pays membres de la C.E.I., sauf l'Ukraine et les Etats Baltes) ou appartenir à une des deux entités. Derrière cette aide américaine à l'Ukraine, et la charte signée avec l'O.T.A.N., se cache comme un calcul visant à repousser la Russie le plus à l'Est de l'Europe, la réduisant si possible à un simple rôle de puissance régionale est-européenne. Pour Washington, l'idéal serait de former un axe Tachkent-Bakou-Tbilissi-Kiev allié des Etats-Unis dont l'objectif avoué ou non serait de réduire l'influence de la Russie sur son proche étranger.

Par ailleurs, les Américains ont parfaitement saisi que le contexte qui fait suite à la réunification de l'Allemagne et à l'effondrement soviétique est propice à la reconstruction d'un vaste espace d'influence germanique en Europe centrale en particulier. Ils ont jugé que la politique américaine courait un danger à laisser l'Allemagne refaire seule la géopolitique en Europe. Même si d'autres raisons existent, leur réaction s'est traduite par un investissement américain dans l'affaire bosniaque, une « reterritorialisation » de l'O.T.A.N. et par des actions particulières vis à vis de certains pays comme l'Ukraine.

2 Les actions américaines

Les américains globalisent les problèmes de sécurité et de défense. Ils cherchent à marginaliser la politique étrangère et de sécurité commune au sein de l'Union Européenne. Pour cela, ils consolident, en autres, patiemment leurs relations avec l'Ukraine.

Leur méthode est relativement claire. Ils délivrent une aide financière considérable à ce pays, la 3^o au monde après Israël et l'Egypte et facilitent le rapprochement Ukraine / O.T.A.N. En fait, le scénario pourrait être le suivant. Dans un premier temps, tout est focalisé sur le développement interne de l'Ukraine dans les domaines politique et économique. Dans un deuxième temps, un élargissement de l'O.T.A.N. à l'Ukraine serait l'aboutissement logique du processus géopolitique en cours. Mais l'épisode de la guerre au Kosovo pourrait entraîner un retard dans la mise en oeuvre du deuxième temps. En effet, ce conflit amène à redéfinir le rôle de l'O.T.A.N.. Il faut tenir compte de l'humiliation subie par les Russes et revoir les actions à mener avec des pays comme l'Ukraine. Ce pays pourrait être considéré comme une zone tampon entre les deux alliances O.T.A.N. / Tachkent pendant quelques années. Déjà, avant le conflit, certains experts internationaux s'élevaient contre un élargissement de l'O.T.A.N. vers l'Est, une Alliance plus grande mettant en danger la paix en Europe.

V. La carte à jouer de l'Europe

Les puissances occidentales ont fini tardivement par reconnaître l'importance stratégique de l'Ukraine. De leur côté, les Ukrainiens savent ce que leurs voisins d'Europe centrale n'ont pas bien saisi : l'Occident de l'après-guerre froide ne souhaite pas jusqu'à aujourd'hui, pour des raisons psychologiques, faire de choix entre l'Europe centrale et orientale, et la Russie.

1 Aider à la résolution des problèmes de l'Ukraine

Depuis son indépendance, ce pays est financièrement « sous perfusion ». L'amorce d'une petite reprise économique en 1998 a été étouffée par les effets de la crise financière russe (été 1998). Certes, les deux tiers des entreprises et la moitié des terres ont été formellement privatisées, mais les capitaux russes ont souvent pris le contrôle et la corruption associée à une bureaucratie demeure . La solution aux différents problèmes rencontrés passe par une autonomie et une marge de manoeuvre accrues d'une nouvelle génération de dirigeants dans les domaines politique et économique.

a) En donnant confiance et en apportant des connaissances à de nouveaux cadres :

En Occident, on se préoccupe beaucoup et peut-être trop de la faiblesse économique de l'Ukraine et de sa dépendance énergétique. En fait, l'environnement institutionnel, politique et culturel des autorités du pays n'est pas moins contraignant.

En Ukraine, comme dans les autres Etats de l'ex-Union soviétique, il y a une grande différence entre le régime post-communiste et la société post-communiste.

Comme en Russie, les opposants à l'ancien système, parce qu'ils ont été privés de pouvoir, doutent de leur compétence et de leur capacité à gouverner. Comme en Russie, du fait de l'effondrement du système et de ses mécanismes de contrôle, ceux qui n'appartenaient pas au sérail ont plus de difficultés à appréhender les anciennes structures de pouvoir dans l'industrie, l'agriculture, l'armée, la sécurité permettant ainsi aux « initiés » de faire mieux obstacle encore à leur pénétration politique.

Encore maintenant, beaucoup de cadres et de dirigeants, que ce soit dans l'administration ou les entreprises sont, dans leur ensemble, beaucoup moins déterminés qu'en Russie, plus réfractaires, aussi, au changement.

b) En comprenant le problème identitaire :

Certes, des actions préliminaires sont importantes: réforme économique radicale, assortie de privatisations et création d'un Etat fort avec un régime présidentiel effectif.

C'est, cependant, avant tout le facteur culturel qui entraîne l'Ukraine dans une voie ambivalente. Il est bon ton en Occident de minimiser les divisions géographiques qui ont incité la Russie à proclamer, en 1991, que l'Ukraine était un Etat condamné, sans identité nationale cohérente. Les déclarations russes se font aujourd'hui plus prudentes. L'Ukraine centrale n'a été rattachée à la Russie qu'en 1793-96 et les 5 oblasts (régions) d'Ukraine occidentale ne l'ont été qu'en 1939-40, ce qui modifie la perception de l'identité nationale et doit modifier la définition de l'indépendance. Le fait que les Russes constituent 22% de la population est moins important que cette constatation : plus de 40% environ des ukrainiens ont le russe comme première langue et une majorité d'entre eux ont probablement un conjoint ou des proches parents russes. Pour une fois, en parlant du « facteur russe », il se pourrait bien que les nationalistes russes sous-estiment la vérité. Et pourtant, ils ont aussi de ce « facteur russe » une vision trompeuse. Chez la majorité des ukrainiens, c'est sans réticence que l'on manifeste méfiance voire hostilité à l'égard de l'Etat russe. Pour eux, le bombardement du parlement russe, la guerre en Tchétchénie, l'engagement russe au Caucase et en Asie centrale sont autant de bonnes raisons de garder leurs distances vis-à-vis de cet Etat. Ils souhaitent, avant tout, vivre « dans un pays normal ». Mais à l'exception des habitants des 5 oblasts occidentaux, cette majorité n'admettra jamais qu'on ne peut rester ukrainien ou défendre l'Etat ukrainien qu'en étant anti-russe. Cette réalité n'oblige pas nécessairement à tenir la balance égale entre la Russie et l'Occident, mais elle oblige ceux qui chercheraient à la faire pencher d'un côté ou de l'autre à avancer masqués. Se jeter dans les bras de la Russie ou s'en écarter trop ouvertement ferait tout simplement exploser le pays.

2 Prendre date pour l'avenir

« Terre des confins », le pivot ukrainien peut se poser en ultime rempart face à « l'ours russe » ou inversement, en fer de lance du panslavisme et de l'orthodoxie. Anachroniques, l'une ou l'autre de ces options ne manquerait pas de déstructurer cet Etat composite. Plus en phase avec les logiques paneuropéennes, l'Ukraine peut aussi être considérée comme une plaque tournante entre l'Orient et l'Occident européens. C'est cette troisième option qu'il convient de défendre. Pour cela, l'Union Européenne et les nations qu'elle rassemble ne doit pas se contenter de sous-traiter financièrement les choix diplomatiques opérés outre-Atlantique. Les Américains veulent isoler la Russie mais soyons certains qu'ils feront aussi tout pour empêcher la reconstitution du Grand Continent, ce dernier risquant de devenir une puissance globale à même de jouer les « peer competitors ». Certes, l'Allemagne fait un effort économique important et il existe un partenariat avec l'Union Européenne Occidentale (U.E.O.) mais il faudrait faire mieux. L'Europe doit considérer l'Ukraine comme un enjeu et montrer un peu plus d'empressement à envisager une collaboration avec ce pays. Au stade actuel, l'Europe doit choisir entre un élargissement à de nombreux pays ou un approfondissement de l'exécutif et il est peu probable que l'Ukraine rejoigne l'U.E. dans le court terme. En revanche, sur le plan militaire, des accords sont possibles. L'Europe de la Défense est le nouveau chantier, l'euro étant sur sa trajectoire. Pourquoi ne pas réfléchir à une Europe de la Défense s'appuyant sur une colonne vertébrale franco-germano-polono-ukrainienne ? Cela éviterait de choquer outre mesure les Russes (qui préfèrent une adhésion d'un pays de l'ex U.R.S.S. à une Identité Européenne de Défense plutôt qu'à l'O.T.A.N.) et permettrait d'ancrer d'une certaine manière l'Ukraine à l'Europe.

* * *

Pays ayant un potentiel certain et une histoire mêlée à celle du peuple russe, l'Ukraine cherche à s'affirmer mais elle a besoin d'aide. Levier géopolitique conditionnant le destin de l'actuelle Russie, pivot géopolitique instrumentalisé par les Etats-Unis, zone politico-économique convoitée par l'Allemagne, ce pays est digne d'intérêt. Bien sûr, l'émancipation de l'Ukraine empêche la Russie de redevenir un empire. Mais plutôt que de privilégier la politique américaine du « roll back » vis-à-vis de la Russie par l'intermédiaire de l'Ukraine, il conviendrait de créer une collaboration Europe / Ukraine, en respectant le problème identitaire de celle-ci. Cela éviterait aussi de marginaliser la Russie. Il est donc plus que souhaitable que l'Europe considère l'Ukraine comme une plaque tournante entre l'Orient et l'Occident européens.

L'élection présidentielle du 14 novembre 1999 a reconduit dans ses fonctions Leonid Koutchma, adepte de la neutralité pour une Ukraine indépendante. Alors que ses concurrents aspiraient au rétablissement d'un système soviétique, il prône la poursuite des réformes économiques. Il renonce officiellement à faire entrer son pays dans l'O.T.A.N et préfère jouer la carte d'une neutralité active, une neutralité penchant toutefois vers l'Ouest. De plus, il milite pour une participation accrue de l'Ukraine à l'harmonisation de toutes les structures européennes. Par conséquent, toutes les conditions sont réunies pour que l'Europe joue sa carte, dans le temps.

Bibliographie :

- La revue internationale n°32 de Pascal Boniface
- TTU n°280
- Politique étrangère 1/98 de l'IFRI
- Actes officiels de l'U.E.O., juin 1999
- Center for strategic & international studies
occasional reports in european studies
- Rapport parlementaire de la Commission au
Conseil relative au plan d'action concernant
l'Ukraine, 1998
- Committee reports of Nato Parliamentary
Assembly, 1999
- Charte de Partenariat OTAN-Ukraine (Madrid
9 juillet 1997)
- Indépendance de l'Ukraine de E.Veaux et
L.Delhalle
- Le grand échiquier de Z.Brzezinski
- L'Ukraine : un carrefour stratégique ? Défense
Nationale 1997
- Le courrier des Pays de l'Est mars 1991
- L'Ukraine, la Russie et l'Europe de James Sherr
- Articles du Monde, du Point et du Courrier
International

